

Un budget inacceptable : 1000 logements sociaux de moins !



Le Comité logement social du Roussillon et le FRAPRU sont en colère! Le programme Accès-Logis est renouvelé pour une autre année mais sans certitude sur son avenir et avec seulement 2000 logements pour l'année à venir.

À la suite de pressions du FRAPRU en 2009, le Premier Ministre Jean Charest s'était engagé à reconduire le programme Accès-

Logis pour une durée de 5 ans avec un minimum de 3000 logements par année. Le récent budget du ministre Bachand viole une promesse électorale du Premier Ministre. De plus, le budget entrevoit d'appliquer un modèle de gestion néo-libéral au programme de logement social.

En 2011-2012, le gouvernement coupe le tiers des unités en logement social pour tout le Québec. C'est un montant de 70 millions qu'il retranche pour aider les mal-logés du Québec. Du même coup, c'est une catastrophe pour le pro-

gramme de lutte à la pauvreté qu'il a lancé en 2010. C'est la preuve que les libéraux préfèrent donner des crédits d'impôts aux riches plutôt que d'aider les pauvres. Ce sont pourtant eux que la crise économique touche le plus durement.

Le logement social a-t-il un avenir? Le gouvernement ne veut pas stopper son aide mais veut changer sa formule de financement. Une situation qui inquiète pro-

fondément le FRAPRU. C'est illogique d'agir ainsi. Le programme Accès-logis existe depuis plus de 10 ans et il a prouvé son efficacité.

Le gouvernement doit investir massivement dans le logement social 50 000 logements en 5 ans pour répondre aux besoins des 260 000



19-02-2011. Manifération du FRAPRU à Québec. 1000 personnes dans la rue pour le logement social!

Manif le 4 avril prochain devant le bureau du député Pierre Moreau à Châteauguay. Il faut nous opposer aux mesures inéquitables du budget et à la réduction d'unités de logements sociaux pour les mal-logés. Pour des Info, contactez Patrick 450-699-3060 #4

ménages mal-logés au Québec.

Dans ce numéro:	
La manif du 12 mars	2
La lutte paye	2
Vie associative et mobilisation (AG, Manifération)	3
Budget et élection fédérale	4
Le 8 mars; Journée international de la femme	4

La manif du 12 mars 2011

C'est une question de choix! Plus de **50 000 personnes** se sont réunies le samedi 12 mars dernier, pour dénoncer les choix budgétaires inéquitables du gouvernement Libéral de Jean Charest. Parmi les manifestant il y avait des citoyens, des représentants de groupes syndicaux, féministes, étudiants et beaucoup de militants du communautaire. Le FRAPRU, membre de la *Coalition opposé à la tarification et à la privatisation des services publics*, faisait partie du contingent.

Les manifestants demandent un budget plus équitable qui tient compte de la capacité de



payer de chacun. Ils proposent de nouvelles sources de financement pour le gouvernement, demandent des services publics accessibles, une meilleure répartition de la richesse et le maintien des emplois de qualité.



Ils faut continuer de s'opposer à toutes mesures fiscales qui reposent sur la tarification et la privatisation des services, à la taxe de la santé de 200 \$ en 2012 et la hausse des droits de scolarité... Le gouvernement doit reculer!

La richesse existe...prenons-là où elle est!

La lutte rapporte; la mobilisation et l'implication citoyenne

Les manifestations ont plus d'impacts qu'on le pense. Cette année a été riche en mobilisation, elle nous a aussi convaincu que la mobilisation est nécessaire et sert à quelque chose. Sans la mobilisation de l'année dernière contre le budget, le ticket modérateur que le gouvernement voulait imposer pour les visites chez le médecin (25\$ par visite) n'aurait pas tombé.

Des Gaz de schiste à la mine à ciel ouvert, la victoire de la mobilisation.

En plus de la *Coalition opposé à la tarification et à la privatisation*, les citoyens de la Montérégie et des autres territoires touchés par l'exploration des Gaz de schiste se sont mobilisés, l'automne dernier. Après des mois de travail de terrain par les groupes de citoyens, le 8 mars dernier le ministre de l'environnement annonce la mise en place d'une étude qui repousse à plus tard l'exploration de la ressource. Une victoire pour les citoyens qui ont obtenu l'équivalent du moratoire qu'ils réclament. Le gouvernement est donc forcé de revoir sa politique (meilleure norme environnementale, arrêt des

subventions et du congé d'impôt, calcul d'une nouvelle redevance) et devra réorienter sa position envers l'industrie.

De son côté, le village de Sainte-Camille, en Estrie, s'est mobilisé face à l'intention d'une compagnie minière de faire une mine à ciel ouvert pour exploiter un gisement d'or. Le projet représente un désastre pour le paysage et l'environnement. Après avoir formé un Comité de citoyens et manifestés publiquement leur opposition, les citoyens ont demandé aux élus du village de voter une proposition qui interdit tout accès à la minière sur leur territoire. La compagnie est donc forcé de revoir ses plans et de composer avec une opposition forte à son projet. C'est une victoire pour les militants!

La mobilisation n'est pas facile mais elle rapporte lorsqu'elle est menée avec conviction et intelligence. Dans le logement social, en raison de la lutte acharné du FRAPRU, le Québec est la seule province qui a un programme pour loger les plus démunis et les mal-logés.

Budget et élection à Ottawa !

Le gouvernement Harper a présenté son budget le 22 mars dernier. Un budget inacceptable pour le FRAPRU car il représente un recul en matière de logement social. En effet, le réinvestissement de 2009 prendra fin cette année. Le gouvernement conservateur abolit certains programmes pour la construction de logement social. C'est 163,4 millions de moins pour les mal-logés en 2011-2012. Les conservateurs renient leurs responsabilités en matière de logement abordable.

Tout est à recommencer car le parlement a été dissout. Une élection fédérale aura lieu le 2 mai prochain. Une réélection des conservateurs n'augure rien de bon pour le logement social et le droit au logement au Canada. C'est pourquoi nous devons manifester pour exiger un réinvestissement dans le logement social dans le cadre de la campagne.

Non aux avions F-35! Oui au logement social! Un F-35= 6400 logement!

La semaine de la Caravane du FRAPRU

En février dernier, lorsque le gouvernement mettait la touche finale au budget, le FRAPRU en a profité pour se promener partout au Québec pour revendiquer 50 000 logements sociaux en 5 ans.

Le périple à commencer à Gatineau, lundi le 14 février dernier. Le lendemain, les militants du FRAPRU étaient accueillis par 90 manifestants de la Montérégie ici même, à Châteauguay. Nous avons alors manifesté notre colère devant la hausse importante du



prix des logements dans le Roussillon. Les autres villes visitées étaient Sherbrooke, Trois-Rivières, La Tuque, Saguenay et Québec.

La semaine s'est terminée par un immense rassemblement du FRAPRU à Québec.

La marche a commencé devant le Manège militaire pour se diriger ensuite vers les bureaux du Ministère du revenu dans le Vieux-Québec. Nous étions environ 1000 personnes à prendre la rue.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 6 AVRIL

La prochaine assemblée générale du Comité logement se tiendra dans les locaux du Comité logement à Châteauguay. Nous en profiterons pour vous expliquer, un peu plus en détail, les contenus des budgets provinciaux et du fédéraux. Pour la prochaine réunion nous comptons aussi projeté un vidéo durant la deuxième partie de l'Assemblée.

Vous êtes donc conviés le **6 avril** à la prochaine **assemblée générale du Comité logement social du Roussillon**.

Pour des informations ou des propositions vous pouvez vous adresser à Patrick; 450-699-3060 #4.

Le 8 mars; Journée internationale de la femme

Des militantes du Comité de logement social Roussillon ont assisté au spectacle organisé dans le cadre de la journée internationale des femmes, par le *Comité femmes vigilantes* de la région de Châteauguay...

Malgré les efforts consentis par les groupes de femmes, les organisations populaires et syndicales, force est de conclure qu'une grande proportion des personnes en situation de pauvreté sont des femmes.

Ce constat nous démontre l'importance de poursuivre le travail en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes et de profiter d'événement comme la journée internationale des femmes pour se rassembler, se soutenir et agir....

Les militantes du comité logement ont apprécié leur soirée du 8 mars. En première partie, nous avons assisté à un spectacle de «*gumboot*». Cette danse rythmée, d'origine africaine à échauffer les esprits et réchauffer la salle. Par la suite, la très sympathique, spontanée et dynamique Judi Richards nous a livré une belle performance. Sa presta-

tion était une addition de monologues et de chansons interprétées avec talent.

Finalement, les 240 femmes de la région de Châteauguay, réunies pour l'occasion ont décerné deux prix. Le prix citron (prix accordé à un organisme ou à une personne ayant causé des torts aux femmes) qui a été accordé au ministre des finances pour sa taxe sur la santé. Comme on vient de le voir les personnes les

En 2005, 70% des emplois à temps partiel étaient occupés par des femmes;

En 2006 bien qu'elles représentaient 46% des employées en général, les femmes détenaient 70% des emplois au salaire minimum;

À l'heure actuelle, les femmes âgées et les mères monoparentales sont les femmes les plus touchées par le manque de mesures sociales (elles sont respectivement de 28% et de 46% sous le seuil de pauvreté).

plus pauvres sont des femmes et les plus grands utilisateurs des services de santé et services sociaux sont aussi des femmes. Par conséquent, cette nouvelle taxe affectera davantage les femmes...Monsieur Raymond Bachand, ministre des finances, se retrouve donc, notre lauréat du prix citron 2010-2011. Le second prix est celui du prix orange (prix accordé à un organisme ou à une personne ayant fait avancer la cause des femmes) il a été décerné ex aequo à: Air Transat, Voyages Air Transat, Air Canada pour leur interventions visant à dénoncer le tourisme sexuel. Aussi, une mention spéciale a été décerné au journaliste Hugo Meunier pour son dossier enquête portant sur le tourisme sexuel en République Dominicaine. Nous ne pouvons tolérer plus longtemps l'impact du tourisme sexuel sur la vie des femmes qui plus est, des jeunes filles de la République Dominicaine.

